

Qu'est devenue l'utopie d'Internet ?

Anne Bellon est chercheuse post-doctorante au SENSE (Orange Labs) et chercheuse associée à l'Université Paris 1 (CESSP), spécialiste des politiques numériques et de la régulation d'Internet.

Aux débuts d'Internet, un idéal d'horizontalité, de gratuité, de liberté. Trente ans après, le web s'est centralisé, marchandisé, et a été colonisé par les géants du numérique. Ces derniers ont-ils trahi l'utopie des pionniers d'Internet ?

Internet a été parfois décrit comme un espace de liberté inédit permettant aux utilisateurs de contourner la censure et d'enjamber les frontières, de créer et d'échanger à l'infini, de se réinventer artiste, journaliste ou militant. Aujourd'hui, ce discours semble désuet : on met plutôt l'accent sur l'hypercentralisation du web, sa neutralité est remise en cause, la censure et la surveillance généralisée des réseaux se développent. Alors, ne reste-t-il vraiment plus rien de l'utopie numérique ?

Si les réseaux de communication informatique naissent bien au cœur de l'écosystème « militaro-industriale-universitaire » issu de la Guerre froide, on aurait tort d'associer le projet Internet aux seuls intérêts stratégiques du gouvernement américain. Dans les années 1970, les laboratoires de recherche informatique sont marqués par l'expérience de la contre-culture : on y défend une approche créative et collaborative du travail, contre la lourdeur, le cloisonnement et les hiérarchies bureaucratiques. Les chercheurs en informatique élaborent des procédures de discussion plus informelles, plus hori-

zontales, et défendent une nouvelle manière de faire de la recherche. Internet, et surtout le web, qui s'est développé dans les années 1990, sont vus comme l'accomplissement d'un vieux rêve scientifique : le partage de la connaissance au sein d'une bibliothèque sans frontières, à laquelle chacun peut accéder et contribuer. En 1995, Tim Berners-Lee, principal auteur des protocoles du web au sein de l'Organisation européenne pour la recherche nucléaire (Cern), déclare ainsi : « J'ai fait (et je continue à faire) le rêve que le web devienne moins une nouvelle chaîne de télévision qu'un vaste océan interactif de savoirs partagés. Je nous imagine ainsi immergés dans un environnement chaleureux, amical, composé de toutes les choses que nous et nos amis aurions vues, entendues, crues et comprises. » Cet imaginaire nourrit l'expérience des premiers concepteurs et utilisateurs du web, qui forment, jusqu'au milieu des années 1990, une « république des informaticiens », sorte de communauté scientifique idéale qui voit dans le réseau l'aboutissement d'un projet humaniste.

Les chercheurs en informatique n'ont pas été les seuls à construire l'« utopie numérique ». Dans les années 1990, la diffusion de l'ordinateur personnel permet aussi l'émergence des premiers services

*Ils partagent
la « netiquette »,
code de conduite informel
que chacun se doit
de respecter lors des
discussions en ligne.*

de communication électronique. Des groupes de passionnés y échangent sur les transformations technologiques en cours, formant ainsi les premières « communautés virtuelles ». On y retrouve aussi bien d'anciens hippies que des entrepreneurs de la nouvelle économie, des consultants en technologie et de jeunes hackers. Ils partagent des pratiques et des principes éthiques

fondés sur le rejet de l'autorité, la liberté de ton ou la « netiquette », code de conduite informel que chacun se doit de respecter lors des discussions en ligne.

Ce projet utopique est néanmoins aussi hybride et protéiforme que les communautés qui le composent, croisant l'humanisme scientifique, l'héritage contre-culturel des années 1960 ou la pensée libertarienne autour d'un enthousiasme partagé pour les nouvelles technologies. Il trouve sa traduction la plus concrète dans la « déclaration d'indépendance du cyberspace », rédigée en 1996 par John Perry Barlow, fondateur de l'une des premières associations de militants numériques,

l'Electronic Frontier Foundation : « Le cyberspace est constitué par des échanges, des relations, et par la pensée elle-même (...). Notre monde est à la fois partout et nulle part, mais il n'est pas là où vivent les corps. Nous créons un monde où tous peuvent entrer, sans privilège ni préjugé dicté par la race, le pouvoir économique, la puissance militaire ou le lieu de naissance. Nous créons un monde où chacun, où qu'il se trouve, peut exprimer ses idées, aussi singulières qu'elles puissent être, sans craindre d'être réduit au silence ou à une norme. » Ce texte est tout autant une célébration de l'utopie numérique qu'un manifeste défensif, visant à la protéger contre l'ingérence des puissances politiques et économiques. La déclaration d'indépendance du cyberspace est en effet écrite au moment même où l'ouverture d'Internet fragilise l'autonomie des pionniers. L'utopie de « l'Internet libre » se lit ici comme une défense des libertés sur Internet : liberté d'expression, libre circulation de l'information, mais aussi droit à l'anonymat et neutralité du réseau, autant de causes que vont porter les militants numériques de l'Electronic Frontier Foundation, et bien d'autres après eux, contre la transformation du réseau.

UNE SÉRIE DE RENONCEMENTS ?

Si les années 1990 constituent bien une sorte d'âge d'or de l'utopie numérique, l'expansion d'Internet va progressivement remettre en cause cette vision enchantée du cyberspace. Afin de financer le développement de l'infrastructure, l'administration scientifique en charge d'Internet décide, en 1993, d'ouvrir le réseau aux entreprises privées. Jusqu'alors soutenu par la puissance publique, il était considéré comme un outil de coordination scientifique dont les usages se devaient d'être strictement non lucratifs. Mais le développement de services commerciaux d'accès favorise la découverte du web par un plus large public. Et si la plupart des contenus en ligne restent gratuits, Internet se cherche un modèle économique, suscitant l'enthousiasme, parfois excessif, des marchés. On assiste à l'émergence de nouveaux acteurs économiques : d'abord, ceux de la vente en ligne puis ceux de la vente d'espaces publicitaires ciblés et de l'exploitation des données recueillies sur les internautes. Apparaissent alors les futures grandes entreprises numériques : Amazon en 1994, eBay en 1995, Netflix en 1997, Google en 1998. La décennie suivante voit la naissance des

Gafam, les géants du numérique

Derrière cet acronyme, on désigne cinq firmes multinationales américaines : Google, Apple, Facebook, Amazon et Microsoft, qui dominent les marchés de l'économie numérique. Les Gafam ont acquis une position hégémonique dans la plupart des pays du monde, à l'exception notable de la Chine. Leur lobbying, souvent convergent, en fait des acteurs particulièrement puissants dans les négociations internationales sur la gouvernance des réseaux. Pour les États, elles sont devenues à la fois un objet de réforme fiscale, un enjeu de régulation (pour mieux protéger les données des citoyens), mais aussi

des partenaires indispensables dans de nombreux domaines d'intervention publique (lutte contre le piratage, le cyberterrorisme ou les fausses informations).

Pour autant, il ne faudrait pas totalement confondre ces entreprises, car elles renvoient à des modèles d'affaires parfois très différents. Pour Google, par exemple, les services gratuits (Gmail, YouTube, le moteur de recherche et navigateur Chrome) sont financés par l'exploitation de nos données personnelles qui permettent à l'entreprise de capter à elle seule un tiers du marché de la publicité en ligne. À l'inverse, l'entreprise Apple s'est développée ces dernières années autour d'un modèle intégré très fermé, proposant des appareils coûteux qui se veulent particulièrement protecteurs de la vie privée. – AB

réseaux sociaux autour de ce qu'on a appelé le « web 2.0 »¹, fondé sur la participation et l'interaction des internautes : Facebook en 2004, YouTube en 2005, Twitter en 2006, etc. La montée en puissance de ces grandes plateformes modifie considérablement le visage d'Internet. Jonathan Zittrain² parle par exemple de « centralisation » d'Internet, dès lors que l'essentiel du trafic transite désormais par quelques sites, appareils ou applications. Cette évolution, attribuée pour l'essentiel à l'hégémonie des géants du numérique, les « Gafam » (voir encadré), est vue par les militants comme une première trahison de l'esprit horizontal et décentré qui caractérisait les échanges au début du réseau. La deuxième trahison tient à l'accroissement du contrôle des communications dans un espace numérique jusqu'ici marqué par le principe d'auto-régulation et de responsabilisation de chaque participant. Dans les années 1990, les premières « affaires du net » révèlent la face sombre du web : incitations à la haine, pédopornographie, piratage informatique, propagande, etc. Ces menaces favorisent un retour pro-

1. L'expression a été popularisée par l'essayiste Tim O'Reilly pour désigner l'ensemble des transformations affectant le web autour de l'émergence des réseaux sociaux et des grandes plateformes. Voir *What is web 2.0 ? Design patterns and business models for the next generation of software*, O'Reilly radar, 2005.

2. Jonathan Zittrain, *The future of the Internet... and how to stop it*, Yale University Press, 2009.

gressif des États, jusqu'alors remarquablement absents, pour réguler les échanges et protéger les droits sur Internet. Depuis les années 2000, les initiatives législatives se multiplient pour lutter contre le piratage, la prolifération de contenus haineux ou, plus récemment, la manipulation de l'information. Ces lois ont été combattues par les militants numériques, avec plus ou moins de succès³, au nom de la défense des libertés. Ils craignent le verrouillage technique d'un réseau qui a pourtant pu servir d'espace de résistance en contexte autoritaire : on assisterait à un retour de la censure et de la surveillance autour d'une alliance entre États et grandes entreprises numériques. Depuis les révélations en 2013 d'Edward Snowden sur l'existence de programmes de surveillance généralisée mis en place par les États-Unis⁴, ce combat ne concerne plus seulement une poignée d'États policiers (comme la Chine, la Russie ou l'Iran) mais doit, selon les militants du numérique, être étendu à l'ensemble des sociétés occidentales.

UTOPIE NUMÉRIQUE : TRAHISONS OU TRADUCTIONS ?

Retour du contrôle des communications, règne de la marchandisation et centralisation du web autour des grandes plateformes : ces transformations d'Internet sont dénoncées comme autant de coups portés au projet initial de « l'Internet libre », principalement de la part des Gafam. Pour autant, on aurait tort d'opposer schématiquement les défenseurs aux fossoyeurs de l'utopie numérique. Google s'est parfois trouvé aux côtés des militants du net pour défendre la libre circulation de l'information, la neutralité du net ou l'assouplissement de la propriété intellectuelle. Le projet « Google books » de numérisation de livres, par exemple, n'est pas sans rappeler celui de bibliothèque universelle formulé par les premiers concepteurs du réseau. On songe également aux prises de position très strictes

3. Les militants numériques craignent un retour de la censure et de la surveillance autour d'une alliance entre États et grandes entreprises numériques. C'est le cas, par exemple, de la loi sur le renforcement de la protection de la propriété intellectuelle : en 2009, le Conseil constitutionnel juge excessive la coupure d'accès à Internet prévue par la loi Hadopi, remplacée par une simple amende.

4. Edward Snowden, informaticien américain, ancien employé de la National Security Agency (NSA) et de la Central Intelligence Agency (CIA), transmet à deux journalistes des documents révélant l'existence de programmes de surveillance mondiale des réseaux, avec parfois la coopération d'opérateurs de télécommunication américains comme AT&T.

*Pour certains,
l'esprit de la
Silicon Valley
constitue
l'expression la
plus aboutie
de l'utopie
numérique.*

d'Apple au sujet de la protection de la vie privée⁵. Ces affinités s'expliquent aussi par les racines culturelles de l'utopie numérique. Les fondateurs d'entreprises numériques, les développeurs qui y travaillent, sont bien souvent des utilisateurs pionniers et passionnés d'Internet. Pour certains, l'esprit de la Silicon Valley, loin de marquer une trahison de l'utopie numérique, en constitue l'expression la plus aboutie en tant que synthèse entre l'esprit de la contre-culture et l'enthousiasme technologique d'entrepreneurs innovants. Ce caractère hybride de la culture numérique autorise finalement des interprétations et des appropriations parfois contradictoires d'un discours qui n'a jamais été univoque. Mais l'éthique des pionniers reste une référence pour les militants comme pour les entreprises. En 2005, Google opère un tour de force symbolique et stratégique en recrutant le chercheur Vinton Cerf, co-inventeur du protocole TCP/IP considéré comme le « père d'Internet » : il est nommé « *chief Internet evangelist*⁶ », un titre qui manifeste la volonté de l'entreprise de se placer sous le patronage d'un « esprit originel » d'Internet.

Par définition, une « utopie » désigne un « non-lieu », un territoire hors du monde. Mais Internet n'est que trop ancré dans la réalité sociale : il n'échappe pas à ses règles, ses rapports de force inégaux, ses contradictions. Pour autant, « l'utopie numérique » n'est pas vraiment morte : elle a plutôt été traduite autour de causes et de projets sociaux nombreux qui, de la lutte contre la censure à la défense de la neutralité du net, continuent de nourrir le militantisme numérique. À cet égard, les fronts sur lesquels défendre les principes de l'Internet libre, loin de se réduire, n'ont cessé de se multiplier.

5. En 2016, Apple refuse la demande du FBI de créer une « porte dérobée » facilitant l'accès au contenu d'un iPhone. Cette demande avait été formulée par l'agence fédérale dans le cadre d'une enquête sur l'attaque terroriste de San Bernardino.

6. Le terme d'« évangeliste technologique » s'est développé dans la Silicon Valley pour désigner les personnalités qui promeuvent les innovations. Une telle référence vise à mettre l'accent sur la dimension presque messianique de ce travail et l'importance des croyances associées aux différentes technologies.